

Pour la défense du patrimoine commun

L'eau, c'est la vie! L'accès à de l'eau propre et abordable est un droit fondamental

Protéger l'eau en tant que ressource appartenant en commun à tous les êtres humains

Bienvenue à Octobre Bleu 2007

Un appel international pour une justice de l'eau !

Protéger l'eau des Etats-Unis

Aux Etats-Unis, le mois d'octobre a une signification toute particulière pour le mouvement en faveur d'une eau publique saine et abordable. Le 18 octobre 1972, le Congrès a adopté une loi sur l'eau (le Clean Water Act), une des lois les plus importantes des Etats-Unis pour la protection de l'environnement et de la santé humaine.

Malheureusement, trente-cinq ans après le Clean Water Act, le financement public en faveur de l'assainissement de l'eau s'est transformé en un véritable combat politique. L'Agence pour la Protection de l'Environnement

(EPA) estime qu'il faudrait 22 milliards de dollars pour combler le gouffre entre ce qui est actuellement disponible et ce qu'il faudrait pour assurer une eau saine pour les citoyens et l'environnement.

Ce déficit immense s'est produit en même temps que les financements fédéraux pour les systèmes d'eau et d'égouts sont passés de 78% de la somme totale en 1973 à seulement 3% aujourd'hui. Les coupes budgétaires – purement politiques – ont ouvert la porte à la privatisation des systèmes de distribu-

tion puisqu'il est maintenant devenu très difficile aux collectivités locales d'injecter les fonds suffisants au maintien et à la modernisation du réseau et aux



Blue October est une semaine internationale d'action pour s'opposer au contrôle privé de l'eau et pour protéger les ressources en eau, un bien commun qui doit être disponible pour tout le monde. Le mois d'octobre a une signification toute particulière puisque c'est le 31 octobre 2004 que les citoyens de l'Uruguay ont voté un amendement à leur Constitution qui reconnaît l'eau en tant que droit fondamental. Désormais, leur Constitution garantit un approvisionnement en eau à tout citoyen Uruguayen, et interdit à toute entreprise privée l'approvisionnement de ce bien public.

Plusieurs pays africains et sud-américains reconnaissent le droit à l'eau dans leurs constitutions et il y a une réelle poussée en faveur d'un traité des Nations Unies sur cette question. Des activistes colombiens sont actuellement en train de faire appel à leurs représentants politiques pour qu'ils prennent des mesures concrètes dans ce sens. Ils ont lancé une campagne ambitieuse visant à insérer le droit à l'eau dans la constitution colombienne.

Aux Etats-Unis, Blue October est également célébré comme date anniversaire du Clean Water Act (loi pour la propreté de l'eau), l'une des lois les plus importantes du pays en faveur de la protection de l'eau. Aujourd'hui, trente cinq ans plus tard, il y a un besoin urgent en financements publics pour assurer une distribution en eau qui soit sûre et abordable pour tous.

Ouvrez donc pour accéder à tous nos articles sur les activités programmées pour Blue October : les actions liées au Clean Water Act, la campagne en Colombie et beaucoup plus encore...

Maj Fül, Food & Water Watch



la suite page 2

octobre 2007

Rédacteur

Food & Water Watch, US
 water@fwwatch.org
 www.fwwatch.org

Comité Consultatif

African Women's Economic Policy Network, Uganda
 Elizabeth A. Eilor

Anti-Privatization Forum, South Africa

Dale McKinley

Coordinadora de Defensa del Agua y de la Vida, Bolivia

Boris Rios

Council of Canadians Blue Planet Project, Canada

Maude Barlow

Friends of the Earth, Uruguay

Alberto Villarreal

International Rivers Network

Glenn Switkes

Grassroots Africa, Ghana

Rudolf Amega Etego

ORCADE, Burkina Faso

Moses Kambou

Unitarian Universalist Service Committee

Patricia Jones

World Water Contract

Riccardo Petrella

suite de la page 1

respects des normes fédérales dans le domaine de l'eau.

Mais dans de nombreux cas, les entreprises privées n'arrivent pas à correctement gérer les systèmes de distribution. A la liste déjà longue de privatisations ratées – voir le dossier 'Faulty pipes' <http://www.foodandwaterwatch.org/water/pubs/reports/faulty-pipes> - se rajoute l'exemple récent de Stockton en Californie où le contrat de privatisation a été arrêté. L'accord de privatisation, qu'un juge qualifia d'être en violation de la loi californienne pour la Qualité de l'Environnement (California Environmental Quality Act), engendra des fuites d'égouts, des licenciements massifs et une mauvaise maintenance des infrastructures. Le 17 juillet 2007 le Conseil Municipal de Stockton vota pour restaurer le contrôle public du réseau de distribution à compter de mars 2008.

Au lieu de se tourner vers des entreprises privées, les Américains doivent investir dans le maintien d'une eau propre, saine et à prix raisonnable. Le 35^{ème} anniversaire du Clean Water Act, qui aura lieu en même temps que le mois international d'action

Blue October, représente une opportunité pour que les Américains puissent à nouveau exiger l'instauration d'un fond public pour l'eau propre – une source permanente de fonds qui offrirai les ressources financières nécessaires aux localités pour qu'elles puissent garantir une eau propre, bien gérée et accessible à tous.

Il y a de nombreuses manières de s'impliquer durant le mois d'octobre :

Le 11 octobre : Journée nationale d'appel pour une eau saine. Appelez votre représentant au Congrès (au 202-224-3121) et exigez qu'il célèbre le Clean Water Act en travaillant sur l'élaboration d'un fond public pour une eau saine.

18 octobre : 35^{ème} anniversaire du Clean Water Act ! Célébrer cet anniversaire en organisant un évènement dans votre localité. Nous pouvons vous aider à l'organiser. Il vous suffit de nous contacter : water@fwwatch.org

Nous espérons que vous vous joindrez à nous et que vous ferez parti d'un mouvement croissant en faveur d'une eau saine pour tous.

Les habitants de Cordoba (Argentine) remportent le référendum sur l'eau

Le 2 septembre, après des années de résistance locale, les habitants de Cordoba ont remporté un référendum qui annule un contrat controversé de concession signé entre le gouvernement provincial et la multinationale Suez-Roggio. Une association – appelée la Comision Popular por la Recuperacion del Agua (La commission populaire pour la récupération de l'eau) – composée de syndicats, de partis politiques et d'autres organisations sociales, mena le combat pour empêcher la prolongation du contrat de concession existant ainsi que tout autre futur contrat qui contribuerait à la privatisation de l'approvisionnement en eau à Cordoba.

Une forte majorité de la population – 77.81% pour être exact – vota en faveur de l'annulation du contrat avec Suez-Roggio.

Le résultat du référendum offre aux habitants de Cordoba un précieux argument pour continuer leur combat et forcer Suez à quitter la ville.

La Commission Populaire va désormais travailler à donner une valeur effective au résultat du référendum et va débiter des discussions sur comment développer une compagnie locale de distribution d'eau qui intègre les principes communautaires et qui soit gérée par la population ainsi que par les travailleurs.



« Pour la Défense du Patrimoine Commun » est disponible en trois langues (espagnol, anglais, et français) sur Internet à l'adresse suivante: www.foodandwaterwatch.org.

Si vous voulez nous faire parvenir des mises à jour ou des commentaires pour la prochaine édition du bulletin, veuillez nous contacter à l'adresse: water@fwwatch.org.

Des Colombiens naviguent sur le Rio Magdalena pour promouvoir l'eau en tant que droit humain fondamental



Du 8 au 24 août, la Commission Nationale pour la Défense de l'Eau et de la Vie ainsi que ECOFONDO ont navigué sur le Rio Magdalena, le fleuve le plus important de Colombie, afin de promouvoir l'eau en tant que droit fondamental. L'évènement a été organisé dans le cadre de la campagne en faveur du prochain référendum qui inscrirait le droit à l'eau dans la constitution nationale.

Plusieurs écologistes, chercheurs, journalistes, ainsi que vingt-quatre membres d'équipage ont navigué à bord d'une caravane de bateaux sur une distance de plus de 980 kilomètres.

Le voyage s'inscrit dans le cadre d'une campagne intitulée « l'eau : un droit fondamental » qui a connu un soutien important de la population à travers la région. En novembre, un second voyage sera organisé sur l'Amazone et Food & Water Watch y participera.

Treize personnes détenues pendant plusieurs semaines à la suite d'une manifestation en El Salvador.

Le 2 juillet, le Président de la République, Elias Antonio Saca, lança la Politique Nationale de Décentralisation, ouvrant ainsi la porte à la privatisation des systèmes de distribution en eau. Les habitants de Suchitoto se rassemblèrent – main dans la main – pour protester de manière pacifique contre cette politique.

Cependant, des actions policières agressives se soldèrent par plusieurs arrestations, 25 personnes blessées, dont 18 sérieusement. Les détenus furent gardés dans des conditions déplorables pendant plus de deux semaines avant d'être relâchés alors que des centaines d'organisations locales et internationales déplorèrent la répression et les emprisonnements.

Introduction en bourse de American Water

Fin août, le géant allemand RWE s'est séparé de sa filiale américaine – et plus grande entreprise d'eau aux Etats-Unis – American Water Works Co. en l'introduisant en bourse à Wall Street. RWE a annoncé l'introduction en bourse dans laquelle ils comptent vendre des actions d'American Water après avoir décidé en 2005 d'abandonner leurs investissements aux Etats-Unis et au Royaume Uni.

Une forte résistance aux privatisations des systèmes d'eau à travers le pays explique la décision de RWE de se retirer du business de l'eau. Sous le contrôle de RWE, les clients d'American Water Works ont eu droit à des hausses tarifaires exorbitantes (20% voir même 74% dans certains cas), un service de mauvaise qualité, et dans certains cas des bouches à incendie qui ne fonctionnent pas.

D'après les minutes du conseil d'administration de RWE, certains administrateurs regrettaient « les investissements insuffisants d'American Water durant les 10 années qui ont précédé son acquisition par RWE » et des pertes en eau à cause de fuites estimées à « environ 19% ».

RWE ne croit pas que les entreprises d'eau américaines représentent un bon investissement, cependant la compagnie est en train de proposer un mauvais investissement aux investisseurs de Wall Street et aux consommateurs américains.

Les inquiétudes se portent désormais sur qui seront les nouveaux propriétaires et sur quels changements ils apporteront.

Pour les dernières informations à ce sujet : www.foodandwaterwatch.org/water/corporations

En Italie : Soutien massif pour le droit à l'eau

Un effort collectif pour assurer une eau propre et abordable pour tous a été initié en Italie cet été. Le 10 juillet, à Rome, une coalition regroupant des organisations syndicales, religieuses et écologistes – le Forum Italien des Mouvements pour l'Eau (FIME) – a livré une pétition de plus de 400,000 signatures au Président la Chambre basse du parlement italien, en demandant une initiative législative qui renationaliserait le secteur de l'eau. La législation proposée a pour but d'améliorer l'accès à l'eau pour tous les Italiens en inscrivant dans la loi plusieurs exigences. Celles-ci incluent notamment l'accès gratuit à l'eau pour tous et le retour dans le domaine public des infrastructures. En Italie, 50,000 signatures sont nécessaires pour qu'une proposition de législation soit discutée au Parlement – le FIME en a collecté plus de huit fois plus.

Octobre Bleu: Activités prévues à travers le Monde

En Colombie, le mois d'octobre sera rempli d'activités éducatives avec des professeurs, étudiants, paysans, et groupes indigènes avec pour objectif de collecter des signatures pour un référendum national qui intégrera le droit à l'eau dans la constitution du pays. Les groupes qui participent à la campagne ont créé une fresque de photographies liées à l'eau qui accompagnera les activistes à travers le pays. Au début du mois un « Tribunal de la Météo » se réunira pour discuter et analyser les causes des désastres météorologiques qui affectent la Colombie, tels que les inondations provoquées par les rivières Sinu et San Jorge. Le tribunal a prévu de discuter de comment la construction de barrages a contribué à ce genre de catastrophe. Pour plus d'informations, contactez Danilo Urrea (agua@censat.org) ou Julio Cesar Maya (jcmaya@corpoceiba.org.co).

Le 2 octobre aux Etats-Unis, Food & Water Watch diffusera un rapport détaillant les besoins en financements nécessaires à la protection des ressources en eau du pays. Le rapport fera appel au Congrès américain pour qu'il mette en place un fond fédéral (federal trust fund) pour préserver l'eau pour les générations futures. Le 11 octobre sera la journée nationale d'action (call-in-day) durant lequel chaque citoyen américain sera invité à contacter son élu local pour qu'il s'engage à œuvrer pour de plus amples financements publics pour l'eau. Le 18 octobre, la loi « U.S. Clean Water Act » fêtera ses 35 ans d'existence – et l'évènement sera célébré à travers le pays. Pour de plus amples informations, contactez Annie Weinberg (aweinberg@fwwatch.org).

Au Canada, Maude Barlow, la représentante nationale du Conseil des Canadiens (Council of Canadians), lance son nouveau livre le 17 octobre. La livre « Blue Covenant : the Global Water Crisis and the Coming Battle for the Right to Water » développe les actions que nous, en tant que citoyens, pouvons entreprendre pour s'assurer d'un monde plus juste en matière d'eau – un « blue covenant » pour tous. Le lancement du livre sera suivi d'une tournée à travers le Canada pour discuter de la question de l'eau au mois d'octobre et novembre. Une date pour le lancement international du livre sera bientôt annoncée (normalement début 2008). Le livre est disponible ici : www.mccllland.com/catalog/display.pperl?isbn=9780771010729.

Une cour de la Banque Mondiale accorde 105 millions de Dollars à Vivendi dans l'Affaire Tucuman

Une fois de plus, le Centre International pour le Règlement des Différends relatif aux Investissements (CIRDI) – faisant partie de la Banque Mondiale – a démontré à quel point les accords commerciaux multilatéraux et bilatéraux offrent un pouvoir sans précédent aux multinationales au détriment des pays en développement. Le CIRDI a accordé 105 millions de Dollars à la multinationale Vivendi et sa filiale, Compania de Aguas Del Aconquija, au bout de dix ans de bataille judiciaire au sujet d'un contrat signé à Tucuman en Argentine.

Egalement **au Canada**, l'institut Polaris lance un nouveau site internet (www.insidethebottle.org) – un site web qui promeut la prise de conscience citoyenne sur la question de l'eau en bouteille. Le site web comporte un kit d'action pour étudiants afin d'organiser des événements dans les universités, des outils sur la législation en vigueur, des forums communautaires sur l'eau en bouteille vs. l'eau du robinet, et de l'information sur l'utilisation de l'eau en agriculture. Pour plus d'informations, contactez Zoe Maggio (zoe@polarisinstitute.org).

En Norvège, une coalition de seize groupes a prévu un programme riche en événements pour le mois d'octobre. Il débute avec un événement au cœur d'Oslo dans lequel des membres du parlement seront invités à participer à une course de Transport d'Eau. L'objectif est de mesurer la distance qu'ils arrivent à parcourir en transportant 15 litres d'eau dans un baril qui vient tout droit de l'Inde. L'évènement sera suivi d'activités à l'Université d'Oslo avec de nombreux participants internationaux. Le mois d'activités se culmine par une journée complète d'activités dans le bar BLÅ (BLÅ veut dire bleu). Le bar est situé à proximité du fleuve qui traverse Oslo, offrant ainsi un site idéal pour l'accueil d'une quantité impressionnante d'évènements : ateliers, exhibitions, marches... Pour de plus amples informations, contactez Mai Simonsen (maisimonsen@mac.com).

Au Royaume Uni, le World Development Movement se mobilisera durant le mois d'octobre pour que le parlement ratifie un traité de l'ONU qui concerne les ressources transfrontalières en eau. Le traité offre un cadrage international pour l'utilisation équitable de ressources aquatiques partagées, et un cadre pour la résolution de conflits. Les habitants du Royaume Uni seront invités à envoyer des messages à leurs parlementaires pour qu'ils ratifient le traité. Des groupes locaux organiseront des événements à travers le pays afin d'illustrer les risques liés aux « guerres de l'eau » et exiger des mesures concrètes pour y remédier. Pour plus d'informations visitez www.wdm.org.uk/waterconflict.

Vous n'avez pas vu d'évènements à proximité de chez vous ? Vous pouvez accéder à d'autres informations sur les événements programmés pour le mois d'octobre autour de la question de l'eau en visitant www.blueoctobercampaign.org

Les habitants de Tucuman ont organisé un boycott contre la Compania de Aguas Del Aconquija (CAA) et ont refusé de payer leurs factures. Ce boycott faisait suite à une augmentation par CAA de ses tarifs – 104% d'augmentation – et un manque d'investissements dans les infrastructures d'eau. Malgré le fait que CAA n'ait pas respecté ses engagements contractuels, Vivendi, en tant qu'investisseur, a pu réclamer des compensations financières de la part du pays qu'elle n'a pas su correctement approvisionner en eau.

Vous pouvez accéder à de plus amples informations sur le CIRDI dans le nouveau dossier élaboré par Food & Water Watch : www.foodandwaterwatch.org/water/pubs/reports/corporate-investor-rule/.